

## Editorial: Qui veut nous faire croire au Père Noël ?

Nous n'avons pas à payer leur crise du système capitaliste, pour les populations toujours plus de pauvreté, de précarité, d'exploitation.

C'est paradoxal, car les richesses produites ne cessent d'augmenter ; mais elles sont réparties de façon de plus en plus inégalitaire.

Des milliers de milliards d'argent public, notre argent, ont été déversés pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre euro pour répondre aux besoins sociaux.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement.

C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales.

Selon les pays, les gouvernements anticipent ou accompagnent activement cette politique; aucun ne s'y oppose : ce n'est pas ça le changement !

Les institutions capitalistes internationales (Banque Centrale Européenne, Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, etc.) jouent leur rôle au service des plus riches, pillant sans vergogne la population.

Le 14 novembre, nous étions dans la rue à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats pour une journée d'action et de solidarité contre l'austérité.

**Solidaires** était présent à cette initiative car nous avons besoin d'actions convergentes au plan européen ; mais nous disons aussi notre désaccord avec certaines positions développées dans l'appel de la C.E.S., notamment le soutien aux Traités européens dont nous considérons qu'ils sont, non pas des garde-fous, mais bien des outils pour organiser l'austérité et la politique patronale que nous combattons.

Dans la rue nous avons exprimé notre **opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession.**

**Ces mesures, loin de rétablir la confiance ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices.** Elles mettent à mal le modèle social européen mis en cause par la concurrence et parfois le dumping dans les domaines de la fiscalité, du coût du travail et des conditions sociales. ....

....Suite en page 2



... ET L'AUSTÈRE AYRAULT TIRA UN NOUVEAU TRAITÉ DE SON CHAPEAU!



### Dans ce numéro :

- Édito: nous n'avons pas à payer leur crise. P 1
- amalgame, stigmatisation des musulmans ... P 2
- Retour de CTP. P 3
- Une page tourisme ? P 3
- Puéricultrices en contrat empli formation P4
- assez de massacres contre les populations au Moyen-Orient.
- Solidarité avec nos collègues en grève au SIPS p5
- Signez la pétition pour défendre la maintenance dans les collèges

En France c'est un nombre de chômeurs qui ne cesse de croître depuis 17 mois avec une hausse record en septembre. Les plans de licenciement se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux. La cohésion sociale, les services publics, le dialogue social et le respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux sont mis en cause. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même. En s'amplifiant, la crise économique et sociale accroît fortement les inégalités entre les travailleurs européens et met en cause les droits de tous.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social et ne pas être au service des banquiers du MEDEF et autres exploiters de la population.

*Expressions de la rue vue par SUD cg 93  
Rapportées par Michel BORG*

## **Halte à la manipulation.**

Ces derniers temps nous assistons à une mascarade, bizarrement, nous ne parlons pas de la crise économique ou sociale mais plus de l'islam et des islamistes : comment ne pas faire l'amalgame entre l'islam et ce qu'on appelle les islamistes radicaux, surtout pour ceux qui ne connaissent pas les principes de cette religion et qui entendent en boucle la même chose : « agressions, violences commises par les islamistes par des extrémistes... »

Mais qui sont réellement ces personnes à l'origine de cette actualité bien organisée ?

Ce sont sans doute des personnes fragiles au parcours loin d'être exemplaire, souvent manipulés, ils deviennent à leur tour manipulateurs.

Bien souvent leur vie commence par l'échec scolaire, le marché de l'emploi ne leur propose rien ! Leurs repères, et nous revenons à la crise sociale, c'est le chômage, déjà celui de leurs parents qui perdent leur rôle de structuration, de règles de vie, d'autorité : ils perdent un modèle nécessaire pour leur construction.

Mais un jour ils croisent la mauvaise personne, qui les valorise, leur propose « un petit emploi » c'est-à-dire de l'argent facile, ces personnes fragiles retrouvent un père, une écoute attentive, une compréhension, quelqu'un d'attentif. Celui qui devient leur idole, cet exemple leur assure qu'ils n'ont pas tous les torts, les erreurs viennent des autres.... Toujours « l'autre » indéfini mais tellement mauvais, enfin un autre jour il les encouragera à haïr leur famille qui ne les a pas compris, plus tard il encouragera les actions violentes ....

Leur destin aurait pu les conduire à vendre de la drogue ou mettre fin à leur vie, de la même manière ils peuvent choisir la voie de l'extrémisme devenant alors le centre d'intérêt des médias, ces derniers répondant alors à leur désir de reconnaissance insatisfait.

Ce sont les mêmes exclus de leurs proches, du « système » scolaire, et de l'emploi qui viennent grossir les rangs de la politique bleue marine (pourtant si éloignés, en réalité si proches), les mêmes exclus seront des chevaliers chez les intégristes catholiques.

Ce sont donc les médias eux-mêmes, en portant un intérêt exagéré (infondé) à ces personnes, qui entretiennent la boucle de l'extrémisme en leur permettant d'influencer sur d'autres personnes fragiles par la présence permanente sur le devant de la scène.

Cela explique une part de l'amalgame, l'autre part repose sur une méconnaissance de la religion et des principes que prône l'islam.

En effet, aucun texte de cette religion ne prône la violence au contraire les musulmans doivent cultiver un esprit de paix, de tolérance, d'entraide avec toute personne qui les entoure quelque soit sa confession religieuse, son athéisme.

En attendant il faut se poser les bonnes questions : pourquoi en arrive-t-on à une telle violence et comment y remédier ?

« les politiciens » vont rarement au-delà des déclarations polémiques qui divisent plus qu'elles ne rassemblent.

L'éducation et le savoir devraient être les solutions sur lesquelles il faut avancer :



- une école de la République qui ouvre à la réflexion, qui ne laisse personne en route, l'échec scolaire n'est pas une fatalité car les moyens existent avec un autre partage des richesses.
- Au lieu de la stigmatisation, ouvrir la discussion, se parler, parler de sa religion, avec ouverture, intelligence et respect. Sans que ce soit une réflexion de spécialistes, théologiens ... enfin se connaître !
- Les solutions se trouvent également dans l'emploi, pas des emplois aidés et sous payés, mais des emplois dans lesquels chacun peut selon ses compétences s'épanouir et faire vivre sa famille en relevant la tête.

Faisons donc preuve d'intelligence, dans une république laïque, travaillons ensemble pour mieux nous comprendre sans les divisions qui nous aveuglent. Refusons l'asservissement aux médias construisons une autre image de la société.

## Une page touristique ?

### Ou d'autres solutions au discours dominant ?

J'ai pensé à SUD pendant ces vacances de la Toussaint. J'ai traversé l'Espagne, qui suite aux mesures d'austérité compte désormais 20 millions de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté, pratiquement la moitié de sa population.

En Andalousie (où, 37 ans après la mort de Franco, 98% des terres appartiennent à 2% de la population), je suis allée dans un bourg, Marinaleda, de 3.500 habitants. Après le franquisme, en 1978, des journaliers sans travail et sans terre ont occupé des terres d'un aristocrate et après d'âpres luttes et malgré la violente répression ils ont réussi à imposer l'expropriation de ces terres et à en obtenir la propriété collective. Un jeune militant communiste, Juan Manuel Sanchez Gordillo très actif dans ces luttes, organisa une liste pour les municipales qui fût élue. C'était le plus jeune maire d'Espagne à l'époque (22ans). Il est toujours maire depuis 30 ans et réélu à chaque fois à 75%.

Nous ne sommes restés que deux jours, juste le temps de rencontrer quelqu'un de la mairie et d'assister à une assemblée du village. Il y avait environ 200 personnes, femmes, enfants, jeunes, vieux pour discuter et décider de la modernisation des machines pour les champs et pour organiser un voyage à Grenade dans le but de soutenir des inculpés. En effet, depuis quelques mois des nouvelles occupations de terres ont lieu, faisant l'objet d'une violente répression policière et d'actions en justice à l'encontre de chômeurs et des paysans dans la misère. Aussi des autoréductions se développent dans des grands supermarchés. Le maire était jugé le lendemain de l'assemblée pour avoir participé à l'une d'elles avec d'autres gens de Marinaleda.

Pendant l'assemblée du village, le maire était en jean et avec un foulard palestinien. C'était très vivant. Au bout de 30 ans, il ne semble pas être installé dans son pouvoir. Il est régulièrement condamné en justice car ils continuent à agir pour la réquisition de terres et d'autres actions. Il y a bien sûr des conflits et tout n'est pas rose à Marinaleda, mais c'est quand même une belle expérience politique.

Je voudrais souligner quelques expériences concrètes, comme par exemple un programme d'auto construction : la mairie fournit les matériaux et les conseils techniques pour que les gens puissent collectivement construire des logements. Ensuite ils deviennent locataires pour 15 euros par mois, ou propriétaires s'ils le désirent.

Ou encore : ils ont organisé la production collective d'un certain nombre de denrées alimentaires, au travers une coopérative à laquelle participent plus de 200 personnes, ce qui représente à peu près un tiers des familles du village. Dans la coopérative qui produit de l'huile d'olive et des légumes, tout le monde est payé au même prix. Ni le maire ni les autres élus ne touchent d'indemnités. Ils travaillent eux aussi dans les champs ou dans la conserverie qu'ils ont mis en place. Et point important : il n'y a pas de police municipale !

Il paraît que c'est la ville de la région qui a, proportionnellement à sa population, le plus d'équipements publics. Tout ce qui a pu être municipalisé, l'a été (soin, aide aux personnes âgées, garderies, services culturels, gestion des espaces verts...). Des assemblées de quartier se tiennent régulière-

ment comme autant d'espaces de décision par rapport aux projets menés par l'équipe municipale.

Ajoutons les liens très forts avec le SAT et le SOC, deux syndicats très combatifs en Andalousie, très loin des compromissions des deux « grands » syndicats espagnols : CCOO et UGT. Nous sommes allés rencontrer une élue, mi-temps conseillère municipale et mi-temps travaillant dans les oliveraies en tant que journalière !

J'ai regretté de n'y être pas présente en tant que SUD !

Frédérique PASQUIER

**Les infos des CTP avec vos élus:  
Mervat SAAB, Véronique GRISON,  
Fabien LEPETIT, Michel BORG.**

**À ce CTP du 16 novembre beaucoup de questions pour avis, et les 2 sujets d'actualité:**

#### 1 / La mutuelle:

que demande SUD : une participation de l'employeur à 70 % pour tous quelque soit l'indice de l'agent, en effet une distinction uniquement sur le grade serait injuste car ne tenant pas compte de la composition et des revenus familiaux, c'est aussi une des raisons pour exiger une participation élevée comme l'a d'ailleurs octroyée le Président de l'office départemental de HLM à ses salariés (n'avons-nous pas le même président ?)

Résultat du vote une majorité contre car y compris 2 conseillers généraux du groupe front de gauche ont voté de notre côté: l'employeur va-t-il en tirer les conclusions et revoir sa copie à la hausse ?

#### 2 / La DEJ - entretien dans les collèges, et les cuisines centrales:

L'employeur nous explique que les personnels travaillent très bien, que les interventions rapides sont réalisées à la satisfaction générale... c'est donc parce que tout va bien qu'il veut désorganiser l'équipe des EMIR !!!!! Sous prétexte d'éviter des allers retours le midi le projet de réorganisation vise à « rationaliser » avec une recherche d'efficacité du travail qui ne laisse pas le temps au personnel de respirer ! Bientôt un temps de travail décompté non plus en heures mais en minutes, dont chacune doit être consacrée à la rentabilité. Malheureusement SUD a été bien seul à voter contre ; l'abstention d'autres syndicats manque elle aussi d'efficacité, mais cette fois-ci sociale !

En ce qui concerne les cuisines centrales ce n'est pas mieux, nous avons donc voté contre. Les engagements, les promesses non tenues par le vice président Hanotin ne permettent pas d'établir la confiance.

SUD était disposé à réfléchir à un fonctionnement différent, précédemment nous avons voté positivement, mais il ne faut pas privatiser après avoir juré haut et fort que les géants du BTP n'aura pas l'entretien des cuisines ! SUD s'opposera à de tels projets



## Puéricultrices en Contrat Emploi Formation (CEF) ; les leçons d'une Bataille et d'une avancée syndicale.

Les Puéricultrices en CEF se sont adressées courant 2011 à leur syndicat SUD pour résoudre l'impasse à laquelle elles étaient confrontées. Plus de 9 de ces collègues, étaient lauréates du Diplôme d'Etat (DE) de puéricultrice et toujours payées en qualité d'aux-puer ou d'adjoint administratif ou d'infirmière, mais affectées au sein de la PMI comme puéricultrice. Gain pour l'administration plusieurs centaines d'Euros par mois!

**Au CG 93, c'est travaillez plus et gagnez moins !**

Le Département avait pris le soin de considérer, que la seule obligation qui l'affectait était qu'il devait assurer le paiement de la formation jusqu'à l'obtention du D E et non l'obtention du concours, pourtant la règle en matière d'obtention du grade et devant normalement permettre l'exercice en qualité de fonctionnaire de la fonction de puéricultrice., c'est l'obtention du concours de puer. Avec SUD les puer en CEF se sont mobilisées,



Reste à gagner dans les futurs contrats, que l'obligation de formation s'étende jusqu'à l'obtention du concours et non la réussite au DE de Puer.

Bataille à suivre donc, notamment pour obtenir le concours sur titre comme à la ville de Paris et à la FPH, mais la démonstration est faite qu'une bataille collective est source de victoires et de gains !

Visibles sur la paie de décembre !

Bravo Frédérique, Andréa, ..avec SUD.

## Septembre 1982, 2012 : trente années, et pas de coupables ?

Les révélations du *New York Times* du 17 septembre dernier sont accablantes contre les dirigeants Israéliens, contre Ronald REAGAN, et les phalangistes libanais (\*), cela suffira-t-il pour empêcher un nouveau massacre cette fois ci à Gaza, avec un cessez le feu précaire ?

**Retour en arrière**, juin 1982 l'armée israélienne envahit le Liban sous la conduite du général SHARON, BEGIN était premier ministre, Ronald REAGAN commandait les USA et plus ... le but était de chasser les « terroristes palestiniens » c'est-à-dire l'OLP et ARAFAT, comme aujourd'hui car s'opposer aux colonies à l'invasion de sa terre c'est être un terroriste ?

SHARON avait promis qu'il n'irait pas à BEROUTH, mais aidé par les phalangistes, c'est l'encerclement de BEYROUTH bombardé pendant des semaines, l'opinion internationale « s'émeut » la France, notamment, aide à un accord ARAFAT et ses troupes sont évacués par la mer et l'armée israélienne devait quitter BEYROUTH les moyens internationaux devaient protéger les camps de réfugiés palestiniens laissés sans défense.

Promesse non tenue, le général SHARON entre dans BEYROUTH le 15 septembre, il encercle les camps de **Sabra et Chatila**.

ont obtenues le paiement de 20 jours de formations adaptées au niveau de chacune, et cumulativement le bénéfice des formations CNFPT de prépa au concours. Et l'obtention à titre exceptionnel l'obtention d'un complément indemnitaire qui compense que partiellement la différence entre traitement de puer et traitement du grade actuel.

Donc rien à voir avec l'attaque contre le statut que développent certains au moyens d'une expression de « faisant fonction », les puer ont gagnées des moyens pour passer et réussir le concours au frais de la collectivité.

Reste à gagner dans les futurs contrats, que l'obligation de formation s'étende jusqu'à l'obtention du concours et non la réussite au DE de Puer.

Bataille à suivre donc, notamment pour obtenir le concours sur titre comme à la ville de Paris et à la FPH, mais la démonstration est faite qu'une bataille collective est source de victoires et de gains !

Visibles sur la paie de décembre !

Bravo Frédérique, Andréa, ..avec SUD.

Armée israélienne, force libyennes phalangistes commencent le massacre: entre 800 et 5.000 victimes ? les assassins ne comptent pas ! trois jours et trois nuits de terreur !

**Aujourd'hui**, l'offensive militaire de l'Etat israélien contre Gaza pourrait nous rappeler le septembre noir de 1982, il faut que cessent les assassinats de responsables palestiniens et les nombreux morts dans les populations civiles.

La colonisation, 1200 nouveaux logements essentiellement dans les colonies de Jérusalem-Est, la menace de liquidation de l'Autorité palestinienne, sont à l'origine de la situation dont le gouvernement israélien porte donc la responsabilité.

Une fois encore, en toute impunité ça recommence ! qui sera responsable de l'escalade de la violence, le cessez le feu sera-t-il respecté ?

**Les populations civiles à Gaza et en Israël doivent cesser de payer le prix d'une telle politique**, les autorités de TEL AVIV ne sont pas les peuples qui eux doivent pouvoir vivre en paix.

Le mépris du droit, la volonté de poursuivre la spoliation du peuple palestinien, l'occupation militaire de la Palestine et le blocus de Gaza doivent également cesser, dans le respect des résolutions de l'ONU.

MB

(\*) parti politique essentiellement chrétien, fortement nationaliste, qualifié de fasciste....



Intersyndicale FO, Sud SIPS et Cgt U.F.I.C.T.  
des Parcs des Sports de Bobigny — La Courneuve

.....extraits de la lettre ouverte.....

LETTRE OUVERTE A MATHIEU HANOTIN  
Vice-président du Syndicat Interdépartemental

Monsieur le Vice-président et Député,

Aujourd'hui, mercredi 21 novembre 2012, au matin de notre 3<sup>ème</sup> jour de grève nous souhaitons vous porter ce message :  
Bien que Vice-président, vous exercez une telle hyper présidence sur notre collectivité, que vous êtes arrivé à totalement phagocyter tout espace de négociation ..... Ainsi il nous a fallu attendre 10 jours pour que vous déniez nous adresser un premier coup de fil, le vendredi 16 novembre à 19 heures 30... alors que la grève débutait le lundi 19 novembre 2012 !  
Vous vous êtes présenté à nous, suivi de la Présidente et d'une administratrice du SIPS, avec une stratégie de blocage... Alors que nous avons constitué un dossier de 14 revendications développées sur 26 pages et transmis de nombreux courriers, vous nous avez promis la transmission des documents réclamés dès le jour même. Nous avons attendu jusqu'au lendemain 14h30 pour n'obtenir qu'un seul des 5 documents promis ...  
.....  
Vous êtes maintenant conscient que la situation de blocage ne concerne pas que le seul problème de remise en cause de nos rémunérations.  
Nous affirmons que les mensonges et la mythomanie de notre DGS sont les principaux déclencheurs du conflit, ..... Pour tous ces faits, nous nous voyons contraints de prolonger une grève qui aurait pu s'interrompre en une matinée si vous l'aviez voulu ...  
En fin tacticien de la stratégie patronale, vous n'avez pas caché que vous comptez sur un essoufflement de la grève menée par des agents aux bas salaires ; ces « salauds de pauvres » vont vite s'essouffler selon vos plans.... Vous risquez de déchanter .... C'est vrai que les salaires sont bas et que toute perte de revenu est une menace pour le budget des agents et de leurs familles.  
C'est vrai aussi, que l'attachement de ces mêmes agents au service public est haut .... Et l'emporte....  
.....  
..... lundi 19 novembre 2012, l'un des nôtres n'a pu s'empêcher de vous rappeler le drame du décès par suicide de l'ancien directeur débarqué par l'actuel DGS .....vous ne prenez pas la dimension du facteur humain dans votre analyse.  
Pire, vous n'avez de cesse de bloquer toute évolution du moindre débat constructif. Vous préférez rechercher parmi ceux qui s'expriment ceux qu'il vous fera évincer ... En effet, même si vous parvenez à étouffer ce mouvement vous ne parviendrez pas à dissoudre les revendications légitimes qui en sont à l'origine !.... Elles demeureront ... Aussi, nous vous demandons de vous résoudre à adopter une méthode plus humaine et sans doute plus efficiente... Il serait notamment nécessaire que la Présidente, qui in fine assume la responsabilité juridique de notre établissement, .....



Syndicat SUD  
des personnels du Département de Seine Saint-Denis  
Hôtel du Département - BP 193 - 93006 BOBIGNY Cedex  
(Immeuble E. SATIE, 6<sup>ème</sup> étage, bureaux 603 ET 604 et salle de réunion 602)  
messagerie : [sud@c93.fr](mailto:sud@c93.fr) Tel : 01-43-93-91-28 Fax 01-43-93-91-26 Portable : 06-16-04-77-30  
web : <http://www.sud-c93.fr/>  
Union syndicale Solidaires

Bobigny, le lundi 12 octobre 2012

Les agents de la Direction de l'Éducation et de la Jeunesse, et des autres directions du Département s'opposent par la présente pétition au démantèlement de la maintenance publique des collèges du Département de la Seine-Saint-Denis. Après la mise en place des PPP pour les constructions des collèges l'exécutif départemental et la direction de la DEJ lance un ballon d'essai avec un contrat global de maintenance pour le collège neuf Jean Lurçat de St Denis, avec ce contrat « test » c'est la fin du rôle des techniciens de maintenance, c'est les « mastodons du BTP » les mêmes qui heureux titulaires du PPP (Eiffage, and Co) géreront la maintenance.  
La « rationalisation du temps de repas des EMIRTP s'inscrit dans le même esprit : toujours plus de travail, moins de pause, plus de pression... l'efficacité quelqu'en soit le coût humain et social.  
Dans le même temps les Unités Territoriales sont petit à petit démantelées ainsi dorénavant alors que c'était dans leurs attributions, ils ne seront plus en charge du contrôle des budgets des EPLE. Il s'agit de nos postes, de nos qualifications, de la bonne utilisation des moyens du CG, avec ce projet néfaste, alors que l'on refuse aux techniciens les moyens de contrôler les devis des entreprises, on veut la suppression de ce rôle de direction et de contrôle des opérateurs privés au sein des collèges, et remplacer les techniciens par des gestionnaires de sites moins nombreux sans culture technique en capacité de répondre aux demandes des usagers et de contrôler les entreprises privées. Plutôt que de supprimer des postes, nous demandons l'abandon de ce projet et la création d'un bureau d'études commun aux 4 UT, outil permettant aux techniciens de faire leur travail en économisant les deniers publics.

nom	prénom	signature